

me l'Inde et le Japon réagiront s'ils ne peuvent se procurer les denrées nécessaires à leur survie. Ils ont certainement le potentiel militaire, économique et technologique pour s'approprier ce dont ils ont besoin aux dépens de leurs voisins moins puissants. Ces déficits alimentaires aigus mineront sérieusement la sécurité interne de régions telles que le sous-continent indo-pakistanaï, où les populations sont déjà profondément divisées sur les plans ethnique et idéologique.

La véritable solution consiste à permettre aux pays en développement de répondre à leurs besoins par une transformation de leur agriculture primitive en systèmes modernes et hautement productifs. Une planification démographique efficace est l'une des conditions préalables à

toute solution du problème alimentaire, et l'aide technique et financière est également appelée à jouer un rôle clé dans cette mutation. Dans le secteur agricole, il faudra mettre l'accent sur les investissements plutôt que sur les apports en produits de base. Entre temps, il faudra maintenir des secours d'urgence, tout en limitant l'aide alimentaire bilatérale aux cas les plus graves. Les mécanismes multilatéraux proposés par la Conférence mondiale de l'alimentation se prêtent davantage à l'aide alimentaire et à la stabilisation des prix. Si la communauté internationale n'agit pas dès maintenant et si la stratégie mondiale engagée par la Conférence mondiale de l'alimentation ne se concrétise pas, des millions d'êtres humains mourront de faim dans le Tiers monde.

La politique étrangère et l'immigration

par Constantine Passaris

L'immigration a toujours prêté au débat et à la controverse au Canada. Il est évident que l'étude de la circulation des personnes d'un pays à un autre couvre de nombreux aspects. On a cependant consacré peu de temps et d'efforts à analyser la myriade de considérations politiques, sociales, culturelles, psychologiques et démographiques qui font partie intégrante du dossier de l'immigration. Les retombées de la politique canadienne d'immigration ont rarement été débattues dans le cadre plus général de l'univers politique. Ainsi, les réalignements successifs du régime d'immigration n'ont jamais su tenir compte de l'incidence politique du débat. On semble avoir complètement négligé la corrélation qui existe entre la politique étrangère et l'orientation de la politique d'immigration. Dans tout débat sur les conséquences profondes de telle ou telle orientation de la politique d'immigration, il importe donc de placer dans leur juste perspective les relations extérieures du Canada et son rang dans la hiérarchie in-

ternationale. Cette opération s'apparente à une expédition en terrain vierge, mais c'est à cela que j'entends consacrer les pages qui suivent.

A mon avis, toute analyse sérieuse de l'immigration doit obligatoirement comprendre des données de politique étrangère. Voyons donc quelle est la position canadienne. La politique étrangère du Canada ne vaut que dans la mesure où elle s'inscrit dans l'axe des intérêts et des objectifs actuels, comme les a définis le gouvernement fédéral, à savoir: le Canada maintiendra son indépendance politique; les Canadiens jouiront d'une prospérité générale grandissante; les Canadiens con-

M. Passaris est professeur d'économie à l'Université du Nouveau-Brunswick. Auteur de nombreux articles, il signe chaque semaine la chronique des questions économiques du quotidien de Fredericton, The Daily Gleaner, et a déjà collaboré à Perspectives Internationales. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.